

Sécurité, nucléaire, cannabis, Europe : ces sujets qui ébranlent l'unité du Parti socialiste



Le sujet des Roms semble diviser le Parti socialiste, entre soutiens de Manuel Valls (71% des sympathisants de gauche sont favorables au démantèlement des camps) et partisans d'une action « sur le long terme ». Mais la polémique autour des Roms pourrait bientôt faire place à d'autres débats au sein de la majorité.

Avec Laurent
Bouvet

Atlantico : Le sujet des Roms semble diviser le Parti socialiste. Quelles sont les deux franges du PS qui s'affrontent ici ? Correspondent-elles à des familles politiques ou à des individus isolés ?

Laurent Bouvet : J'ai lu sur Atlantico [l'interview de Pouria Amirshahi](#) qui se dresse contre Manuel Valls, en soutenant qu'il existe d'autres moyens d'agir. Il y a donc bien une frange du PS, en l'occurrence son aile gauche, qui conteste la logique d'autorité de l'Etat sur la sécurité et l'ordre public, représentée par Manuel Valls.

De l'autre côté, le ministre de l'Intérieur incarne une gauche qui est beaucoup plus traditionnellement une gauche qui s'attache aux valeurs de respect de l'ordre public. Ce n'est pas par hasard que Manuel Valls s'est réclamé de Clemenceau.

Ces clivages ont toujours existé au sein du Parti socialiste. La même tendance se retrouve au sein du Parti communiste, voire chez les Verts, avec une version plus droit-de-l'homme et humanitaire, plus dominante chez les écologistes.

Mais les grands partis de gauche traditionnels ont toujours été marqués par une vision plus humanitaire, attachée aux Droits de l'Homme ; et une vision plus attachée à la sécurité et à l'ordre public, qui correspondent à des courants politiques constitués. Déjà au XXe siècle, avec Clemenceau ; avec cet affrontement au sein de la gauche après 1945, puis au sein du SFIO, avec un ministre de l'Intérieur comme [Jules Moch](#), qui prônait l'ordre public lui aussi.

Cette accusation, notamment de la part de Pouria Amirshahi qui estime, en résumé, ne pas avoir voté pour mettre en œuvre une politique de droite, ignore la tradition politique de la gauche. Ces deux familles, sécuritaire et plus humanitaire, appartiennent historiquement à la gauche. Même s'ils sont en désaccord avec la politique de Manuel Valls, il est abusif de la part de ses détracteurs de l'accuser d'être de droite.

Quelles sont les autres lignes de fracture qui polarisent le parti ? La légalisation du cannabis, le nucléaire ou le mariage gay en font-elles partie ?

Pour ce qui est du nucléaire, seule une petite minorité se rapproche du discours des Verts, soit un arrêt total du nucléaire. L'essentiel du PS adhère à la logique de prudence, de démantèlement des centrales obsolètes uniquement, sans arrêter les réacteurs de troisième génération. Ici, le clivage, a été relativement bien tranché avec les primaires.

La légalisation du cannabis est un débat marginal. Il y a forcément une ligne de fracture entre ceux qui sont pour et contre la légalisation des drogues, avec notamment le discours de Daniel Vaillant, c'est-à-dire légaliser pour pouvoir lutter plus efficacement contre les trafics.

De même pour le clivage sur le mariage pour tous, clivage qui n'en est pratiquement plus un à gauche.

En revanche, si un débat n'a pas été tranché avec les primaires, c'est celui de l'Europe, qui va rejaillir à la rentrée et qui est celui qui est le plus susceptible de nuire à l'unité du parti. Il existe un clivage structurel fondamental qui existait déjà en 2005, sans être forcément porté par les mêmes acteurs.

Une partie des parlementaires et élus socialistes refuseront de ratifier le Traité lorsqu'il viendra devant le Congrès pour modifier la constitution. De même, sur le probable vote de la loi organique, pour la règle d'or. **La dichotomie entre une aile gauche qui est, sur ce point de vue, plus proche du Front de gauche, et le PS qui est au gouvernement, dont les membres sont plus favorables à la règle d'or telle que négociée par François Hollande, ne tardera pas à se manifester.** Avec des positions assez dures. Sans doute verra-t-on apparaître un certain nombre de positions intermédiaires, entre les deux positions les plus radicales, entre le fédéralisme et le « non » dur et ferme.

Compte tenu de l'importance de la construction européenne et de la surdétermination qu'elle suppose sur toutes les autres politiques, notamment économiques, ce clivage sera le plus important : relance et pouvoir d'achat, règle d'or, désendettement ou prestations sociales, ... Et ce au-delà de la question européenne du fédéralisme : il s'agit de la politique économique que veut la gauche. C'est bien plus capital que la sécurité, dont on se préoccupe beaucoup aujourd'hui.

Ces différentes questions ne regroupent pas forcément des familles politiques bien définies au sein du parti. Cela dit, dans le refus d'appliquer la politique de l'ordre public et du traité européen et de la règle d'or se dessine un clivage avec une partie du PS qui est proche de la gauche de la gauche hors du parti socialiste, notamment du Front de gauche.

Là est la question principale : les gens du PS vont-ils défendre des positions qui sont celles des gens qui sont à l'extérieur du parti à gauche, en résonance avec le Front de gauche, ou être solidaires avec le PS et le président et son gouvernement, même si cela va à l'encontre de leurs positions personnelles ? Pour quelqu'un comme Benoît Hamon au gouvernement, dont l'un de ses proches s'est exprimé dans vos colonnes ce jeudi matin, ce débat est fondamental.

Les différents courants politiques au sein du PS ont-ils évolué avec l'avènement d'un socialiste à la tête de l'Etat ?

L'idée de solidarité, de faire réussir la gauche est, je pense, partagée par de nombreux responsables politiques à gauche, même au-delà du PS. **Il ne faut par ailleurs pas négliger le rôle de François Hollande et Jean-Marc Ayrault, celui de point d'équilibre entre les différentes familles de la gauche.** Ces derniers vont tenter de se placer au point névralgique, au point de contact où s'exercent les forces, car ils se doivent de tenir compte de toutes ces forces. C'est alors à eux de trancher, par exemple dans la ratification du Traité, et de faire un choix définitif.

C'est ce qu'il s'est passé dans les années 1980 avec François Mitterrand. **Cette hiérarchie n'étouffe pas forcément les débats, elle permet de les trancher.** Ce qui est plus difficile lorsque la gauche n'est pas au pouvoir, comme on l'a vu en 2005 avec le Traité Constitutionnel. Aujourd'hui, la situation est très différente. Avoir une tête pour trancher renforce la cohésion.

Ensuite, il s'agit de voir comment ceux qui ont été défaits dans l'arbitrage se comportent : veulent-ils poursuivre le débat ? S'en iront-ils, comme l'a fait Chevènement en son temps, en 1992 pour Maastricht ? Acceptent-ils de rester dans le parti et de cantonner le débat à un débat interne, avec cohésion externe ?

Quel est l'impact de la crise sur ces divisions ?

Les différents courants ont été renforcés par la crise, qui a donné des arguments à ceux qui s'opposaient à la vision socialiste de la construction européenne. Nous avons raison, disent-ils, invoquant la crise du capitalisme et de la mondialisation. Ceux qui ont contribué à cette construction, au contraire, se retrouvent dans la difficulté et la nécessité de se renouveler. Ces deux positions peuvent-elles se retrouver dans la négociation ? C'est ce que les mois à venir d'ici à la rentrée vont nous dire.

Propos recueillis par Ania Nussbaum